

# Kosovo : mettre fin à l'isolement – Un long chemin vers l'Europe

Elise Bernard  
Fjollë Ibrahim

★ ★ ★

EuropaNova  
★ Academia



Österreichische Gesellschaft  
für Europapolitik



With the support of the  
Erasmus+ Programme  
of the European Union



Österreichisches Institut für Internationale Politik  
Austrian Institute for International Affairs

# Kosovo : mettre fin à l'isolement - Un long chemin vers l'Europe ?

NOVEMBRE 2022

## AUTEUR

Elise Bernard, Fjollë Ibrahim

## ÉDITEUR

Euan Walker

## DIRECTRICE DES ÉTUDES

Dr Elise Bernard

## DIRECTEUR GÉNÉRAL D'EUROPA NOVA

Corentin Gorin

## TRADUCTION VERS LE FRANÇAIS

Dr Elise Bernard

Publication originale, en anglais, disponible ici : [bit.ly/3tDzz7E](https://bit.ly/3tDzz7E)

*Cette publication en français a été produite dans le cadre du programme WB2EU avec le soutien du programme Erasmus+ Jean Monnet de l'Union Européenne ainsi que la Austrian Society for European Politics (ÖGfE). Le soutien de la Commission européenne à la production de cette publication ne constitue pas une approbation des contenus qui ne reflète que le point de vue des auteurs, et la Commission ne saurait être tenue pour responsable de l'utilisation qui pourrait être faite des informations qu'elle contient.*

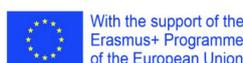
## GRAPHISME

Design : [www.klar.graphics](http://www.klar.graphics)

## EuropaNova

64 bis avenue de New York, 75016,  
Paris, France  
[contact@europanova.eu](mailto:contact@europanova.eu)

[www.europanova.eu](http://www.europanova.eu)



Österreichische Gesellschaft  
für Europapolitik



Österreichisches Institut für Internationale Politik  
Austrian Institute for International Affairs

EuropaNova  
★ Academia

# Kosovo : mettre fin à l'isolement - Un long chemin vers l'Europe

## Recommandations politiques:

- Les États membres de l'UE devraient être cohérents dans leur attitude à l'égard de la libéralisation des visas pour le Kosovo.
- Le Kosovo devrait s'engager au niveau bilatéral avec les États membres de l'UE sceptiques et s'efforcer de convaincre ceux qui hésitent à apporter leur soutien au pays dans cette affaire.
- Le processus de libéralisation des visas du Kosovo, toujours en attente au Conseil de l'Union européenne, devrait être traité comme une question d'urgence.

Malgré les évaluations positives de la Commission européenne concernant le respect des critères de référence, plusieurs États membres y sont restés opposés jusqu'à présent, invoquant des problèmes d'État de droit. Selon le ministère néerlandais des affaires étrangères, le pays souffre d'un niveau élevé de corruption et de criminalité organisée et le soutien au processus de libéralisation des visas pour le Kosovo n'est pas suffisant au sein du Conseil.[2] Toutefois, la position néerlandaise a pu évoluer. Lors du sommet du Conseil européen qui s'est tenu les 23 et 24 juin 2022[3], le Premier ministre Mark Rutte a déclaré à la presse :

**« [...] sur la libéralisation des visas pour le Kosovo, vous pouvez espérer que cette année ou l'année prochaine, nous pourrions franchir l'étape suivante, car ils ont fait beaucoup en termes d'État de droit et d'indépendance du système judiciaire » [4].**

La déclaration de M. Rutte qualifiant l'octroi de la libéralisation des visas de « prochaine étape », est significative car c'était la première fois qu'un officiel néerlandais indiquait un changement de position potentiel sur le processus de libéralisation des visas du Kosovo. Ces développements mettent en lumière un changement prudent mais significatif vers un ton plus ouvert et positif dans le discours néerlandais [5].

Après des années d'attente, des signes positifs sont également perçus en Allemagne. Le ministre allemand des Affaires étrangères, Heiko Maas, lors de sa visite au Kosovo en avril 2021, a déclaré que le Kosovo « a rempli tous les critères pour la libéralisation des visas et qu'elle devrait être accordée »[6].

Selon le ministère français des Affaires étrangères en 2019[7], concernant la situation des visas au Kosovo, et l'État de droit, les évolutions positives de l'époque étaient trop récentes pour endiguer suffisamment les phénomènes de corruption, reconnaissant que des progrès ont été réalisés mais pas suffisamment. Dès lors, la poursuite de la mise en œuvre des réformes apparaît essentielle pour produire des effets tangibles en termes d'État de droit et de lutte contre la corruption et le crime organisé. Cependant, lors de la réception pour la fête nationale française, l'ambassadeur de France au Kosovo a donné des signaux positifs en déclarant que des progrès significatifs ont été réalisés sur la question de la libéralisation des visas, bien qu'elle n'ait pas reçu le feu vert sous la présidence française[8], ce qui pourrait être une indication que la position française évolue également[9].



Elise Bernard



Fjollë Ibrahim

« Sur la libéralisation des visas pour le Kosovo, vous pouvez espérer que cette année ou l'année prochaine, nous pourrions franchir l'étape suivante, car ils ont fait beaucoup en termes d'État de droit et d'indépendance du système judiciaire. »

Le rapport 2021 du Kosovo, publié par la Commission européenne, indique que, dans l'ensemble, la corruption est largement répandue et reste un sujet de grave préoccupation. **Ainsi, malgré des efforts significatifs, il est nécessaire d'avoir une volonté politique forte et continue pour s'attaquer efficacement aux risques de corruption systémique et une réponse robuste de la justice pénale à la corruption de haut niveau.** Alors que le gouvernement de Pristina est confronté à la méfiance et à l'incrédulité d'un certain nombre d'États membres de l'UE quant à son sérieux et à ses réalisations dans la lutte contre la corruption et le crime organisé[10], il convient de mentionner que les efforts du Kosovo en matière de réforme de l'État de droit ont été notés par les observateurs internationaux de la démocratie et de l'État de droit. Selon l'organisme de surveillance international Transparency International, qui a publié son dernier indice de perception de la corruption en janvier 2021, le Kosovo a progressé en gagnant 17 places, réalisant ainsi la plus forte amélioration annuelle[11]. En outre, le Kosovo a obtenu le meilleur classement de son histoire dans le dernier rapport de Freedom House, où il a atteint un rang de 37,5 sur 100 en matière de démocratie, contre 36,5 en 2021[12].

« Il est nécessaire de [...] s'attaquer efficacement aux risques de corruption systémique . »

« La liberté de circulation des Kosovars continue d'être prisonnière des contradictions de l'UE et des différences qui existent entre les États membres. »

D'autre part, en ce qui concerne la politique intérieure de plusieurs États membres, motivée par les inquiétudes liées à la migration, qui a entravé les efforts visant à approuver l'exemption de visa pour les Kosovars, il convient de mentionner que l'année dernière, les citoyens du Kosovo ont représenté l'avant-dernier groupe de demandeurs d'asile dans l'UE par rapport aux autres pays de la région. Environ 1 600 citoyens kosovars ont demandé l'asile dans l'UE en 2021, ce qui représente une baisse de 95 % par rapport à 2014, année où 34 000 citoyens kosovars ont demandé l'asile[13][14]. Avec de tels progrès, le Kosovo espère influencer les convictions des États membres de l'UE sceptiques qui exigent continuellement des avancées concernant les questions susmentionnées au Kosovo.

**En général, la liberté de circulation des Kosovars continue d'être prisonnière des contradictions de l'UE et des différences qui existent entre les États membres.** Tant que les préoccupations des États membres opposés à l'UE ne seront pas suffisamment prises en compte, le Kosovo restera dans la salle d'attente[15].

Par conséquent, ce n'est pas le moment de jouer au jeu des reproches pour savoir qui a échoué dans le processus de libéralisation des visas. Il convient plutôt de prendre une série de mesures concrètes et de discuter des possibilités de surmonter le problème plutôt que de se contenter de blâmer et de comparer. **En outre, les relations de bon voisinage et la coopération régionale sont essentielles au processus d'intégration européenne du Kosovo et de tout autre pays de la région qui aspire à rejoindre l'UE.** Pour avoir de bonnes relations et une bonne coopération, les citoyens de la région doivent pouvoir se déplacer librement dans les pays des Balkans occidentaux. Or, ce n'est pas le cas au Kosovo et en Bosnie-Herzégovine. Cette dernière ne reconnaît pas l'indépendance du Kosovo, et les deux pays maintiennent un régime de visa strict. Le fait d'attendre des mois et de subir des procédures longues et souvent compliquées pour obtenir un visa afin de se rendre en Bosnie-Herzégovine éloigne de nombreux Kosovars de ce pays, même pour des opportunités commerciales. Individuellement, de nombreuses opportunités d'affaires et de carrière sont manquées en raison du régime des visas entre la Bosnie-Herzégovine et le Kosovo[16]. Ce régime est particulièrement néfaste pour la génération émergente de jeunes désireux de s'engager dans la mobilité des jeunes et des étudiants au sein des Balkans occidentaux[17].

« Les relations de bon voisinage et la coopération régionale sont essentielles au processus d'intégration européenne du Kosovo et de tout autre pays qui aspire à rejoindre l'UE. »

La communauté bosniaque du Kosovo est particulièrement touchée par ce régime. Non seulement ils sont tenus de posséder un visa s'ils souhaitent se rendre dans l'UE, mais ils sont également tenus d'avoir un visa pour visiter leur pays d'origine. Ces deux pays, qui prétendent avoir une perspective européenne tout en appliquant des visas, semblent loin de se rapprocher des valeurs européennes. La région doit être connectée à la fois en interne et avec l'UE. Par conséquent, la Bosnie-Herzégovine et le Kosovo devraient abolir en priorité le régime de visas existant[18].

## L'isolement n'est pas une valeur européenne

Pourtant, et malgré ce long processus, l'approbation et le soutien du Kosovo à l'égard de l'UE et du processus d'intégration restent parmi les plus élevés de toute la région. Comme le montre le sondage d'opinion publié par le portail web européen sur les Balkans occidentaux[19], une majorité de 90% est favorable à l'adhésion à l'UE. Cette situation est particulièrement intéressante pour l'un des auteurs de ce Policy Brief, à savoir Fjollë Ibrahim, qui a initié ce Policy Brief en tant qu'assistante de recherche ; a terminé ses études de troisième cycle en droit et a ensuite eu l'opportunité de faire un stage et de faire partie de l'organisation EuropaNova à Paris, qui a été créée pour permettre au plus grand nombre de mieux comprendre la construction européenne. **Si l'on considère l'ensemble de la situation du point de vue de la dimension sociale, une priorité essentielle devrait être la libre circulation afin d'améliorer les chances d'adhésion à l'UE et d'assurer aux citoyens un avenir plus prospère.** Ainsi, tous les citoyens, et en particulier les jeunes, devraient avoir la possibilité de voyager et de rencontrer d'autres jeunes Européens de différentes nationalités. En échangeant des opinions, des points de vue, des idées et des cultures, nous apprenons à nous connaître et à nous connaître nous-mêmes. L'Europe est aussi une expérience.

L'isolement crée des obstacles pour tous les citoyens, en particulier pour les jeunes, qui ne peuvent se déplacer librement en Europe à la recherche de meilleures opportunités d'éducation et de formation. Même si les programmes de l'UE tels qu'Erasmus jouent un rôle essentiel dans la promotion de l'éducation, les étudiants doivent encore passer par des procédures coûteuses et fastidieuses pour participer pour bénéficier de formations ou de conférences proposées par différentes universités prestigieuses en Europe. L'élément d'échange culturel en permettant aux citoyens de se rencontrer est important car c'est ainsi que des ponts sont construits entre les gens, entre les communautés - et c'est ainsi que l'Europe est faite après tout. En outre, ce sont des occasions pour les citoyens kosovars et, en particulier, pour les jeunes, de montrer le potentiel qu'ils peuvent apporter à l'Union européenne.

**En outre, la libéralisation des visas peut également déclencher des mouvements positifs dans la sphère économique.** L'un des objectifs de l'accord de stabilisation et d'association entre l'UE et le Kosovo, entre autres, est de soutenir les efforts du Kosovo pour développer sa coopération économique et internationale.

En effet, le développement économique est également soulevé par une formation à court terme ou une mise en réseau des entreprises, mais la participation est souvent difficile en raison du régime des visas. Cela a également un impact important sur l'attraction des investissements étrangers. L'intégration et la

« Si l'on considère l'ensemble de la situation du point de vue de la dimension sociale, une priorité essentielle devrait être la libre circulation afin d'améliorer les chances d'adhésion à l'UE et d'assurer aux citoyens un avenir plus prospère. »

« La libéralisation des visas peut également déclencher des mouvements positifs dans la sphère économique. »

mobilité des personnes et des ressources entre les pays marquent le début de nouvelles connexions et relations entre les entreprises et les gouvernements. La croissance économique est favorisée par le commerce, les accords économiques et les partenariats.

**Cela ferait sans aucun doute progresser le Kosovo, cela ouvrirait la porte à la création de plus de partenariats commerciaux entre les entreprises du Kosovo et d'ailleurs dans l'UE, encourageant la croissance économique et réduisant le chômage dans le pays**[20].

Cela peut être observé à partir des pratiques d'autres pays de la région comme l'Albanie, le Monténégro et la Macédoine du Nord, où le commerce avec l'UE a augmenté de manière significative après la libéralisation des visas. Les avantages économiques de l'intégration européenne ont été véritablement compris après la création du marché unique et la suppression de toutes les barrières physiques internes. **La liberté de circulation sans entraves ouvre la voie à des partenariats entre les entreprises et les citoyens, et ainsi, tous les acteurs économiques pourraient avoir la possibilité, par exemple, d'envoyer plus facilement leur personnel soit pour une formation, soit pour des activités commerciales dans les États membres de l'UE.** Sur la base de ces arguments, nous estimons que le Kosovo devrait profiter de la liberté de circulation des personnes et des ressources.

« La liberté de circulation sans entraves ouvre la voie à des partenariats entre les entreprises et les citoyens. »

Les initiatives visant à approfondir la coopération culturelle entre le Kosovo et les États membres de l'UE sont très appréciées. Dans ce contexte, nous pouvons mentionner la Déclaration d'expression d'intérêt[21] visant à établir des relations stables et stratégiques entre la France et le Kosovo et, également, l'adhésion du Kosovo en tant que membre associé à l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) en octobre 2018. Toutes ces initiatives qui expriment l'intérêt de soutenir divers projets entre les deux pays sont liées à nouveau à l'impact qu'aurait la suppression des visas. Nous pouvons prendre en exemple le fait que le Kosovo est devenu membre observateur de l'OIF en 2014 et qu'il s'est depuis engagé dans une politique volontariste de promotion de la langue française dans le pays. Néanmoins, pour accomplir efficacement cet objectif ambitieux, les Kosovars devraient pouvoir suivre les cours de langue ou les formations dispensées en France ou dans un autre pays européen aussi facilement que les autres citoyens européens, sans procédures longues et coûteuses.

Nous estimons qu'en raison des évolutions que connaît le monde, le besoin des gens d'avoir le plus d'interaction possible les uns avec les autres est accru. La difficulté d'accès physique à d'autres pays grâce aux visas empêche les Kosovars d'utiliser leurs capacités et leur énergie dans les processus qui se déroulent en Europe et qui sont étroitement liés au Kosovo. **L'objectif devrait être d'accroître l'inclusion de la société kosovare dans la culture européenne afin de faciliter l'intégration de l'État dans l'UE à l'avenir.** Nous pouvons mentionner ici l'excellent travail que l'ambassade de France à Pristina réalise dans le domaine de la coopération culturelle. Par exemple, l'inclusion d'acteurs culturels kosovars dans des festivals organisés en France au cours de l'été 2021[22]. Grâce à ces rencontres dans des événements de grande qualité avec des institutions culturelles prestigieuses, les participants kosovars ont acquis une connaissance plus approfondie de la culture française, qu'ils peuvent partager avec leurs familles et amis lorsqu'ils rentrent chez eux. Cependant, ces rencontres devraient être accessibles à tous les citoyens qui souhaitent y participer. L'intégration européenne du Kosovo doit se faire progressivement, et la fin de l'isolement doit être considérée comme une première étape.

« Cela ouvrirait la porte à la création de plus de partenariats commerciaux entre les entreprises du Kosovo et d'ailleurs dans l'UE, encourageant la croissance économique et réduisant le chômage dans le pays. »

« L'objectif devrait être d'accroître l'inclusion de la société kosovare dans la culture européenne afin de faciliter l'intégration de l'État dans l'UE à l'avenir. »

Pour conclure, le processus de libéralisation des visas du Kosovo, toujours en attente au Conseil de l'Union européenne, devrait être traité comme une question urgente. **Avec les crises auxquelles l'Europe est confrontée aujourd'hui, et avec les trois récentes demandes d'adhésion à l'UE[23] de l'Ukraine, de la République de Moldavie et de la Géorgie, l'UE doit accélérer le jeu et supprimer enfin les visas pour les Kosovars.** Le pays potentiellement candidat doit pouvoir avancer dans son processus d'intégration européenne et bénéficier de la même perspective que les autres pays de la région.

« L'UE doit accélérer le jeu et supprimer enfin les visas pour les Kosovars. »

- [1] [https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/kosovo-report-2021\\_en](https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/kosovo-report-2021_en).
- [2] <https://www.schengenvisainfo.com/news/netherlands-continues-to-oppose-kosovos-visa-liberalisation-due-to-corruption/>.
- [3] <https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2022/06/24/european-council-conclusions-23-24-june-2022/>.
- [4] <https://newsroom.consilium.europa.eu/videos?keywords=Rutte> (23 June 2022, from minute 2:37).
- [5] [https://www.clingendael.org/sites/default/files/2022-08/Light\\_at\\_the\\_end\\_of\\_the\\_tunnel.pdf](https://www.clingendael.org/sites/default/files/2022-08/Light_at_the_end_of_the_tunnel.pdf).
- [6] <https://euobserver.com/world/151874>.
- [7] <https://www.senat.fr/questions/base/2019/qSEQ190410179.html>.
- [8] <https://kosovapress.com/en/the-french-ambassador-gives-positive-signals-about-visa-liberalization/>.
- [9] <https://www.schengenvisainfo.com/news/will-kosovo-get-visa-liberalization-this-time/>.
- [10] <https://kfos.org/en/publications/114/visa-liberalization-kosovos-saga-eu-path>.
- [11] <https://www.transparency.org/en/cpi/2021>.
- [12] <https://freedomhouse.org/country/kosovo/nations-transit/2022>.
- [13] [https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=File:CPC22\\_First\\_time\\_asylum\\_applicants\\_to\\_EU\\_by\\_citizens\\_of\\_CPC\\_2014\\_and\\_2021\\_\(thousand\).png](https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=File:CPC22_First_time_asylum_applicants_to_EU_by_citizens_of_CPC_2014_and_2021_(thousand).png).
- [14] [https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Enlargement\\_countries\\_-\\_statistics\\_on\\_migration,\\_residence\\_permits,\\_citizenship\\_and\\_asylum#Asylum\\_applicants\\_and\\_first\\_instance\\_decisions\\_in\\_the\\_EU](https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Enlargement_countries_-_statistics_on_migration,_residence_permits,_citizenship_and_asylum#Asylum_applicants_and_first_instance_decisions_in_the_EU).
- [15] <https://europeanwesternbalkans.com/2021/12/17/agenda-2021-how-can-kosovo-government-approach-the-visa-liberalisation-issue/>.
- [16] <https://kosovotwopointzero.com/en/mission-impossible-get-bosnia-herzegovina/>.
- [17] <https://europeanwesternbalkans.com/2020/11/06/in-mobility-we-trust-lets-abolish-bosnia-kosovo-visa-regime-and-boost-erasmus-in-the-western-balkans/>.
- [18] <https://www.rycowb.org/wp-content/uploads/2020/10/One-Way-Ticket-Not-More-Seven-Ideas-for-a-Prosperous-Western-Balkans.pdf>.
- [19] <https://europeanwesternbalkans.com/2021/11/08/public-opinion-poll-in-the-western-balkans-on-the-eu-integration/>.
- [20] <https://telegrafi.com/kosova-dhe-franca-thellojne-bashkepunimin-kulturor-nenshkruhet-marreveshja-mbeshtetese-mes-ministrive-dhe-ambasades-franceze/>.
- [21] [https://www.mfa-ks.net/en/single\\_lajmi/4533](https://www.mfa-ks.net/en/single_lajmi/4533).
- [22] <https://kosovo.ambafrance.org/De-Cannes-en-Avignon-le-Kosovo-s-est-invite-dans-les-grands-festivals-en-France>.
- [23] <https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2022/06/23/european-council-conclusions-on-ukraine-the-membership-applications-of-ukraine-the-republic-of-moldova-and-georgia-western-balkans-and-external-relations-23-june-2022/>.